








# Procedure file

Informations de base	
<p>COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement</p> <p>2017/0048(COD)</p>	<p>Procédure terminée</p>
<p>Statistiques européennes d'entreprises</p> <p>Abrogation Règlement (EC) No 1165/1998 <a href="#">1997/0171(CNS)</a>            Abrogation Décision (EC) No 1608/2003 <a href="#">2001/0197(COD)</a>            Abrogation Règlement (EC) No 48/2004 <a href="#">2002/0251(COD)</a>            Abrogation Règlement (EC) No 638/2004 <a href="#">2003/0126(COD)</a>            Abrogation Règlement (EC) No 808/2004 <a href="#">2003/0199(COD)</a>            Modification Règlement (EC) No 184/2005 <a href="#">2003/0200(COD)</a>            Abrogation Règlement (EC) No 716/2007 <a href="#">2005/0016(COD)</a>            Abrogation Règlement (EC) No 177/2008 <a href="#">2005/0032(COD)</a>            Abrogation Règlement (EC) No 295/2008 <a href="#">2006/0020(COD)</a>            Abrogation Règlement (EC) No 471/2009 <a href="#">2007/0233(COD)</a></p> <p>Sujet 3.45.20 Statistiques sur les entreprises</p>	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<p><b>ITRE</b> Industrie, recherche et énergie</p>	<p> <a href="#">LEWANDOWSKI Janusz</a>            Rapporteur(e) fictif/fictive</p> <p> <a href="#">KUMPULA-NATRI Miapetra</a></p> <p> <a href="#">BAREKOV Nikolay</a></p> <p> <a href="#">TELIČKA Pavel</a></p> <p> <a href="#">ŠKRLEC Davor</a></p> <p> <a href="#">KAPPEL Barbara</a></p>	18/05/2017
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	<p><b>ECON</b> Affaires économiques et monétaires</p>	<p>La commission a décidé de ne pas donner d'avis.</p>	
Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil	Réunion	Date

## Événements clés

06/03/2017	Publication de la proposition législative	<a href="#">COM(2017)0114</a>	Résumé
16/03/2017	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
21/03/2018	Vote en commission, 1ère lecture		
21/03/2018	Décision de la commission parlementaire d'ouvrir des négociations interinstitutionnelles à travers d'un rapport adopté en commission		
23/03/2018	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	<a href="#">A8-0094/2018</a>	Résumé
16/04/2018	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles annoncée en plénière (Article 71)		
19/04/2018	Résultat du vote au parlement		
19/04/2018	Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles confirmée par la plénière (Article 71 - vote)		
25/03/2019	Approbation en commission du texte adopté en négociations interinstitutionnelles de la 1ère lecture	PE637.205 GEDA/A(2019)002752	
16/04/2019	Décision du Parlement, 1ère lecture	<a href="#">T8-0382/2019</a>	Résumé
19/11/2019	Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement		
25/11/2019	Fin de la procédure au Parlement		
27/11/2019	Signature de l'acte final		
17/12/2019	Publication de l'acte final au Journal officiel		

## Informations techniques

Référence de procédure	2017/0048(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Législation
Instrument législatif	Règlement
	Abrogation Règlement (EC) No 1165/1998 <a href="#">1997/0171(CNS)</a> Abrogation Décision (EC) No 1608/2003 <a href="#">2001/0197(COD)</a> Abrogation Règlement (EC) No 48/2004 <a href="#">2002/0251(COD)</a> Abrogation Règlement (EC) No 638/2004 <a href="#">2003/0126(COD)</a> Abrogation Règlement (EC) No 808/2004 <a href="#">2003/0199(COD)</a> Modification Règlement (EC) No 184/2005 <a href="#">2003/0200(COD)</a> Abrogation Règlement (EC) No 716/2007 <a href="#">2005/0016(COD)</a>

	Abrogation Règlement (EC) No 177/2008 <a href="#">2005/0032(COD)</a> Abrogation Règlement (EC) No 295/2008 <a href="#">2006/0020(COD)</a> Abrogation Règlement (EC) No 471/2009 <a href="#">2007/0233(COD)</a>
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 338-p1
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	ITRE/8/09386

Portail de documentation					
Document de base législatif		<a href="#">COM(2017)0114</a>	06/03/2017	EC	Résumé
Document annexé à la procédure		SWD(2017)0098	06/03/2017	EC	
Document annexé à la procédure		SWD(2017)0099	06/03/2017	EC	
Projet de rapport de la commission		<a href="#">PE612.068</a>	23/10/2017	EP	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE613.381</a>	18/12/2017	EP	
Banque centrale européenne: avis, orientation, rapport		<a href="#">CON/2018/0001</a> <a href="#">JO C 077 01.03.2018, p. 0002</a>	02/01/2018	ECB	Résumé
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A8-0094/2018</a>	23/03/2018	EP	Résumé
Lettre de Coreper confirmant l'accord interinstitutionnel		GEDA/A/(2019)002752	20/03/2019	CSL	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T8-0382/2019</a>	16/04/2019	EP	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière		<a href="#">SP(2019)440</a>	08/08/2019	EC	
Projet d'acte final		<a href="#">00081/2019/LEX</a>	27/11/2019	CSL	
Document de suivi		SWD(2022)0011	13/01/2022	EC	
Document de suivi		SWD(2023)0430	15/12/2023	EC	
Document de suivi		<a href="#">COM(2024)0111</a>	11/03/2024	EC	

Informations complémentaires		
Document de recherche	<a href="#">Briefing</a>	15/01/2020

Acte final
<a href="#">Règlement 2019/2152</a> <a href="#">JO L 327 17.12.2019, p. 0001</a> Résumé

Actes délégués
<a href="#">2021/2822(DEA)</a> Examen d'un acte délégué

OBJECTIF: établir un cadre commun pour des statistiques européennes d'entreprises.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide, conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE: le besoin d'informations statistiques sur les entreprises pour l'élaboration des politiques est croissant. Or, le système actuel de production de statistiques européennes d'entreprises est fragmenté entre des règlements distincts spécifiques à un domaine, ce qui conduit à des incohérences entre les données collectées et à des manques de efficacité dans leur production.

Le projet de règlement relatif aux statistiques européennes d'entreprises, modifiant le [règlement \(CE\) n° 184/2005](#) et abrogeant dix actes juridiques dans le domaine des statistiques d'entreprises (FRIBS) inscrit dans le cadre du programme REFIT de la Commission européenne. Ce programme vise à simplifier le droit de l'UE et à réduire les coûts inutiles liés à la réglementation. Il a identifié les statistiques d'entreprises comme l'un de ses domaines prioritaires.

ANALYSE D'IMPACT: l'option privilégiée est celle de la modernisation des statistiques d'entreprises dans un cadre unique (FRIBS) en utilisant une combinaison de mesures, y compris des options alternatives pour la modernisation d'Intrastat.

Cette option permettra de regrouper les statistiques européennes d'entreprises dans un seul cadre juridique FRIBS qui garantira une cohérence beaucoup plus grande des statistiques d'entreprises.

CONTENU: le règlement proposé établit un cadre juridique commun pour le développement, la production et la diffusion de statistiques européennes relatives à la structure, aux activités économiques et aux performances des entreprises, ainsi qu'aux transactions internationales et aux activités de recherche et développement de l'économie de l'Union.

La proposition prévoit d'intégrer les exigences statistiques et les actes juridiques en matière de statistiques d'entreprises en les rationalisant et en les simplifiant. Elle devrait permettre l'amélioration de la qualité des répertoires d'entreprises du système statistique européen (SSE), l'utilisation de définitions communes dans tous les domaines statistiques qu'il couvre, l'échange de microdonnées identifiables et la mise en place d'une structure de données intégrées.

La proposition traite des domaines suivants:

- les sources de données à utiliser pour les statistiques d'entreprises et les répertoires statistiques d'entreprises ;
- les statistiques d'entreprises (domaines et thèmes) ainsi que la périodicité avec laquelle les thèmes doivent être couverts ;
- les répertoires d'entreprises. La Commission (Eurostat) établirait le répertoire EuroGroups de groupes d'entreprises multinationaux pour une utilisation à des fins statistiques au niveau de l'Union ;
- l'échange de données confidentielles aux fins des statistiques du commerce intra-Union de biens ;
- la qualité, la transmission et la diffusion des données, y compris la confidentialité concernant la diffusion des données statistiques sur le commerce international de biens.

INCIDENCE BUDGÉTAIRE : celle-ci est de durée illimitée, avec une période de montée en puissance de 3 ans allant de 2019 à 2021. Le total des crédits pour 2019 et 2020 est estimé à 46,453 millions EUR.

ACTES DÉLÉGUÉS : la proposition contient des dispositions habilitant la Commission à adopter des actes délégués conformément à l'article 290 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

## Statistiques européennes d'entreprises

---

AVIS de la Banque centrale européenne (BCE) sur une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques européennes d'entreprises, modifiant le règlement (CE) n° 184/2005 et abrogeant dix actes juridiques dans le domaine des statistiques d'entreprises.

La BCE accueille favorablement l'objectif de la Commission visant à améliorer la cohérence, la qualité et l'harmonisation des statistiques européennes d'entreprises, en particulier par la fourniture de statistiques adaptées pour formuler et suivre les politiques de l'Union qui ont une incidence sur les entreprises, tout en réduisant au minimum la charge déclarative pour les entreprises. Elle soutient également les mesures envisagées pour répondre aux exigences non encore satisfaites en matière de données, en particulier les améliorations proposées, en termes de disponibilité générale des informations pour le secteur des services au niveau des «statistiques conjoncturelles».

La BCE propose de prendre en compte la recommandation du Comité européen du risque systémique visant à combler les lacunes de données immobilières en matière de construction et leurs ventilations. Le règlement devrait ainsi inclure les données sur les mises en chantier et les achèvements de chantier ainsi que sur les taux d'occupation.

Certaines des exigences devant être incluses dans le règlement proposé, en particulier les statistiques trimestrielles sur le commerce international des services, sont actuellement définies à l'annexe I du [règlement \(CE\) n° 184/2005](#) du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques communautaires de la balance des paiements, du commerce international des services et des investissements directs étrangers. Des exigences identiques sont définies au tableau 2 de l'annexe II de l'orientation [BCE/2011/23](#). La BCE estime que la qualité générale des statistiques européennes de la balance des paiements et de la position extérieure produites par le système statistique européen (SSE) et le SEBC devrait rester cohérente.

Par ailleurs, la BCE insiste sur la nécessité de garantir une coopération étroite entre le SEBC et le SSE lors de la définition, de la modification ou de la mise à jour de ces exigences ainsi que de toutes les autres exigences de statistiques d'entreprises (par exemple pour répondre aux besoins de données dans le domaine de la «mondialisation») qui auraient une incidence sur l'élaboration de statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale.

En ce qui concerne les compétences d'exécution pour la définition précise des exigences en matière de données, la BCE recommande de veiller à la cohérence entre les exigences du commerce international des services définies dans le règlement proposé et celles définies dans le règlement (CE) n° 184/2005. Elle souligne à cet égard l'importance d'une méthodologie semblable et cohérente pour les deux ensembles de données.

## Statistiques européennes d'entreprises

---

La commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie a adopté le rapport de Janusz LEWANDOWSKI (PPE, PL) sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques européennes d'entreprises, modifiant le règlement (CE) n° 184/2005 et abrogeant dix actes juridiques dans le domaine des statistiques d'entreprises.

Pour rappel, l'objectif du nouveau règlement cadre proposé est d'intégrer, en les rationalisant et en les simplifiant, les exigences statistiques et les actes juridiques en matière de statistiques d'entreprises.

La commission parlementaire a recommandé que la position du Parlement européen adoptée en première lecture suivant la procédure législative ordinaire modifie la proposition de la Commission comme suit.

**Simplification:** les députés ont insisté sur l'importance de simplifier autant que possible la collecte des données statistiques provenant d'entreprises européennes. Le système de statistiques européennes d'entreprises devrait tenir compte des évolutions numériques les plus récentes lors de la détermination des instruments et des méthodes de collecte de données.

**Couverture statistique:** les statistiques harmonisées devraient porter sur le changement climatique et l'utilisation efficace des ressources, la recherche et développement, l'innovation et la société de l'information et couvrir les activités tant marchandes que non marchandes.

Les statistiques collectées auprès des entreprises devraient porter également sur :

- l'évolution du marché du travail (coût de la main-d'œuvre, conditions de travail, gains et ratio entre le salaire de la direction et celui des travailleurs de la tranche des 10 % de salaires les plus bas, nombre de postes occupés ou vacants) en vue d'atteindre les objectifs du socle européen des droits sociaux;
- l'économie circulaire afin de soutenir l'action stratégique de l'Union visant à développer une économie durable. La Commission devrait évaluer la possibilité de collecter les informations supplémentaires nécessaires à cette fin au moyen d'une étude pilote avant que ces informations soient prises en compte dans la législation;
- le commerce international de services: à cet égard, la Commission devrait lancer une étude pilote qui couvrirait les modes de fourniture du commerce international de services et le commerce international de services par caractéristiques d'entreprises.

**Alléger la charge administrative:** les coûts supplémentaires et les charges administratives pesant sur les entreprises, en particulier sur les PME, et sur les États membres devraient être réduits au minimum.

Lors de la préparation des actes d'exécution, il devrait être tenu compte des éventuels coûts et charges administratives supplémentaires pour les États membres ou le répondant, ainsi que d'une estimation de l'augmentation prévue de la qualité des statistiques et de tout autre avantage direct ou indirect résultant de l'action supplémentaire proposée.

**Confidentialité:** la transmission de données confidentielles entre les autorités statistiques nationales et Eurostat ne devrait avoir lieu que dans la mesure où ses fins sont exclusivement statistiques et où elle est nécessaire à la production de statistiques européennes.

Enfin, le pouvoir d'adopter des actes délégués devrait être conféré à la Commission pour une durée de cinq ans avec possibilité de prorogation tacite.

## Statistiques européennes d'entreprises

---

Le Parlement européen a adopté par 576 voix pour, 25 contre et 46 abstentions, une résolution législative sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques européennes d'entreprises, modifiant le règlement (CE) n° 184/2005 et abrogeant dix actes juridiques dans le domaine des statistiques d'entreprises.

La position du Parlement européen arrêtée en première lecture suivant la procédure législative ordinaire a modifié la proposition de la Commission comme suit :

### ***Objectif et couverture statistique***

Le règlement proposé établirait un cadre juridique commun pour i) le développement, la production et la diffusion des statistiques européennes d'entreprises, ii) le cadre européen de répertoires statistiques nationaux d'entreprises et le répertoire EuroGroups.

Les statistiques devraient couvrir :

- la structure, les activités économiques et les performances des unités statistiques, leurs activités de recherche et développement et d'innovation, leur utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) et du commerce électronique, ainsi que les chaînes de valeur mondiales. Les statistiques européennes d'entreprises couvriraient également les statistiques de recherche et développement dans l'enseignement supérieur, le secteur public et le secteur privé à but non lucratif ;
- la production de biens manufacturés et de services et le commerce international de biens et services.

### ***Statistiques harmonisées sur le commerce international de biens***

Afin d'améliorer la qualité des statistiques, les autorités statistiques nationales des États membres concernés devraient échanger à des fins statistiques des microdonnées reçues de leurs autorités douanières se rapportant aux exportations ou aux importations de biens pour l'estimation des exportations ou importations en quasi-transit de leur État membre, étant donné que ces exportations ou importations font intervenir les autorités douanières de plusieurs États membres.

### ***Spécifications techniques des exigences en matière de données***

La Commission serait habilitée à adopter des actes d'exécution afin de spécifier davantage les éléments des données à transmettre en vertu du règlement, leurs définitions techniques et simplifications. Lorsqu'elle adopte des actes d'exécution, la Commission devrait veiller à ce que le nombre total de variables dans chaque domaine et dans certains thèmes couverts par le règlement ne dépasse pas un certain nombre de variables.

Chaque fois que de nouvelles données sont nécessaires pour répondre aux besoins des utilisateurs et prévoir un certain degré de flexibilité, la Commission pourrait modifier au maximum 5 variables pour chacun des domaines «Statistiques conjoncturelles d'entreprises», «Statistiques d'entreprises au niveau régional» et «Statistiques sur les activités internationales» et au maximum 20 variables pour le domaine «Statistiques d'entreprises au niveau national» au cours de toute période de cinq années civiles consécutives. Ces maxima ne s'appliqueraient pas aux thèmes «Chaînes de valeur mondiales», «Innovation» et «Utilisation des TIC et commerce électronique».

Lorsqu'elle adopte les actes d'exécution, la Commission devrait veiller à ce qu'aucune charge ni coût supplémentaire important ne soit imposé aux États membres ou aux répondants.

### ***Échange de données confidentielles***

Pour garantir la qualité et la comparabilité des statistiques européennes d'entreprises ou des comptes nationaux, l'échange de données confidentielles serait autorisé entre les autorités statistiques nationales des États membres concernés, les banques centrales nationales respectives, la Banque centrale européenne et la Commission (Eurostat) uniquement à des fins statistiques.

### ***Études pilotes***

Lorsque de nouvelles exigences en matière de données sont identifiées, la Commission pourrait lancer des études pilotes qui seront menées par les États membres sur une base volontaire. Ces études pilotes devraient couvrir en priorité «le commerce international des services», «les biens immobiliers», «les indicateurs financiers» et «l'environnement et le climat».

À la suite de l'évaluation du résultat des études pilotes, la Commission devrait préparer en coopération avec les États membres un rapport sur les conclusions des études. Ce rapport serait rendu public. La Commission pourrait accompagner les rapports réguliers sur les progrès globaux réalisés en ce qui concerne les études pilotes de propositions en vue d'introduire de nouvelles exigences en matière de données.

### ***Simplification***

Le texte amendé invite les États membres ou les autorités nationales compétentes à s'efforcer de simplifier au maximum la collecte des statistiques provenant d'entreprises européennes. Les autorités statistiques nationales devraient tenir compte des évolutions numériques les plus récentes lors de la détermination des instruments et des méthodes de collecte de statistiques et devraient être encouragées à appliquer des approches innovantes.

## **Statistiques européennes d'entreprises**

---

OBJECTIF : établir un cadre commun pour les statistiques européennes d'entreprises.

ACTE LÉGISLATIF : Règlement (UE) 2019/2152 du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques européennes d'entreprises, abrogeant dix actes juridiques dans le domaine des statistiques d'entreprises.

CONTENU : le règlement établit un cadre juridique commun pour : le développement, la production et la diffusion des statistiques européennes d'entreprises et le cadre européen pour les répertoires statistiques d'entreprises.

Des processus statistiques mieux intégrés, fondés sur des principes méthodologiques, des définitions et des critères de qualité communs, conduiront à des statistiques harmonisées sur la structure, les activités économiques, les transactions et les performances du secteur des entreprises de l'Union qui sont conformes au niveau de pertinence et de détail requis pour satisfaire les besoins des utilisateurs.

Champ d'application

Les statistiques devront couvrir :

- la structure, les activités économiques et les performances des unités statistiques, leurs activités de recherche et développement et d'innovation, leur utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) et du commerce électronique, ainsi que les chaînes de valeur mondiales. Les statistiques européennes d'entreprises couvriraient également les statistiques de recherche et développement dans l'enseignement supérieur, le secteur public et le secteur privé à but non lucratif;
- la production de biens manufacturés et de services et le commerce international de biens et services.

Le règlement traite des questions suivantes:

- les sources de données à utiliser pour les statistiques d'entreprises et les répertoires statistiques d'entreprises ;
- les statistiques d'entreprises (domaines et thèmes) ainsi que la périodicité avec laquelle les thèmes doivent être couverts. Les statistiques couvriront les domaines suivants: i) les statistiques conjoncturelles d'entreprises; ii) les statistiques d'entreprises au niveau national; iii) les statistiques d'entreprises au niveau régional; iv) les statistiques sur les activités internationales ;

- les répertoires d'entreprises. La Commission (Eurostat) établira le répertoire EuroGroups de groupes d'entreprises multinationaux pour une utilisation à des fins statistiques au niveau de l'Union;
- l'échange de données confidentielles aux fins des statistiques du commerce intra-Union de biens ;
- la qualité, la transmission et la diffusion des données, y compris la confidentialité concernant la diffusion des données statistiques sur le commerce international de biens.

#### Études pilotes

Lorsque de nouvelles exigences en matière de données sont identifiées, la Commission pourra lancer des études pilotes qui seront menées par les États membres sur une base volontaire. Ces études pilotes devront couvrir en priorité «le commerce international des services», «les biens immobiliers», «les indicateurs financiers» et «l'environnement et le climat».

La Commission pourra accompagner les rapports réguliers sur les progrès globaux réalisés en ce qui concerne les études pilotes de propositions en vue d'introduire de nouvelles exigences en matière de données.

#### Simplification

Le règlement invite les États membres ou les autorités nationales compétentes à s'efforcer de simplifier au maximum la collecte des statistiques provenant d'entreprises européennes. Les autorités statistiques nationales devront tenir compte des évolutions numériques les plus récentes lors de la détermination des instruments et des méthodes de collecte de statistiques et seront encouragées à appliquer des approches innovantes.

La Commission devra procéder à des analyses coûts/avantages et veiller à ce qu'aucune des mesures qu'elle propose n'impose des coûts ou une charge supplémentaires importants aux États membres ou aux répondants, notamment aux PME.

ENTRÉE EN VIGUEUR : 6.1.2020.

APPLICATION : à partir du 1.1.2021.